

## CA VA SAUTER !

Il y a 15 ans, l'ouverture du marché de l'énergie (électricité et gaz) au secteur privé (privatisation) avait été imposée au nom de la baisse des coûts et de la sainte concurrence « libre et non faussée » inscrite dans le traité européen que les Français avaient majoritairement rejeté en 2005. On allait voir ce qu'on allait voir. Les prix allaient prodigieusement diminuer.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

ANNEE 2021	
JANVIER	<b>AUGMENTATION DE 0,2%</b>
FEVRIER	<b>AUGMENTATION DE 3,5%</b>
MARS	<b>AUGMENTATION DE 5,7%</b>
1 <sup>er</sup> JUILLET	<b>AUGMENTATION DE 10%</b>
REVALORISATION DU SMIC EN JANVIER	<b>0,99% puis plus rien !</b>

En réalité depuis 2004 le prix du gaz a fait **un bond de 75,7%** tandis que le SMIC n'a péniblement progressé que de 25%.

*Ça va me faire 93 euros de plus, ou peut-être même plus suivant ma consommation, et je trouve que ça fait quand même très cher, surtout pour les gens qui ont des petites retraites"*

Lucienne, retraitée

Depuis la privatisation de GDF, devenu ENGIE en 2004, groupe à capitaux étrangers dans lequel l'Etat français est minoritaire, les factures se sont envolées. **Les actionnaires touchent le jackpot : 95% des profits leur sont redistribués sous forme de dividendes.** Et le réseau souffre d'un manque d'entretien qui le rend dangereux comme l'a démontré l'explosion de la rue de Trévise à Paris le 12 janvier 2019 (4 morts, 66

blessés, 400 sinistrés) par exemple. **Les canalisations éclatent, les factures explosent.**

Si à la faiblesse des salaires et des pensions, on ajoute l'inflation, payer sa facture de gaz relève pour beaucoup du miracle. C'est pourquoi les usagers, aujourd'hui, restreignent de plus en plus leur consommation d'énergie.

Pour INDECOSA-CGT NORD, association CGT de consommateurs, cette situation est intolérable. C'est pourquoi INDECOSA-CGT NORD revendique :

- **une hausse conséquente des salaires, des pensions et des minimas sociaux sur la base d'un SMIC à 2000 euros brut,**
- **la renationalisation du secteur de l'énergie (gaz et électricité) sous contrôle des salariés et des usagers faire baisser les prix et garantir l'entretien du réseau sur la base de la réponse aux besoins sur tout le territoire.**

